La réalité économique

Jean Fourastié

Pluriel

33
15-16

La réalité économique

SHS
101 87

16°Z
10387
(8488)

Après des études d'ingénieur et d'économiste et une douzaine d'années au ministère des Finances, Jean Fourastié a été appelé en 1945 au Commissariat général du Plan que venait de fonder Jean Monnet. Il y présida les commissions de la main-d'œuvre de quatre plans successifs. Depuis 1967, il borne son activité à l'enseignement et à la recherche. Professeur au Conservatoire national des arts et métiers et à l'Institut d'Études politiques de Paris, éditorialiste au Figaro, *il a publié de nombreux livres, dont la plupart ont été traduits dans de nombreuses langues :*

PRINCIPAUX OUVRAGES :

L'Évolution des prix à long terme, P.U.F.
L'Économie française dans le monde, coll. « Que sais-je? », n° 191, P.U.F.
La Civilisation de 2001, coll. « Que sais-je? », n° 279, P.U.F.
Histoire du confort, avec la collaboration de Françoise Fourastié, coll. « Que sais-je? », n° 449, P.U.F.
Pourquoi nous travaillons, coll. « Que sais-je? », n° 818, P.U.F.
Le Grand Espoir de XX^e siècle, coll. « Idées », n° 20, Gallimard.
Les Conditions de l'esprit scientifique, coll. « Idées », n° 96, Gallimard.
Pouvoir d'achat, prix et salaires, avec la collaboration de Jacqueline Fourastié, coll. « Idées »,, n° 374, Gallimard.
Machinisme et bien-Être, Éd. de Minuit.
Les Quarante Mille Heures, coll. « Médiations », Denoël.
Idées majeures, coll. « Médiations », Denoël.
Comment mon cerveau s'informe, Robert Laffont.
Le Long Chemin des hommes, Robert Laffont.
Le Rire, suite, Denoël.
Les Écrivains témoins du peuple, avec la collaboration de Françoise Fourastié, coll. « J'ai lu », Flammarion.
Les Trente Glorieuses, coll. « Pluriel », Hachette.
Ce que je crois, Grasset.
En Quercy, essai d'histoire démographique, Quercy-Recherche, Cahors.
Pourquoi les prix baissent, en collaboration avec Béatrice Bazil, coll. « Pluriel », Hachette.
Le Jardin du voisin. Les inégalités en France, en collaboration avec Béatrice Bazil, coll. « Pluriel », Hachette.

ISSN 0296-2063

Collection *Pluriel*
dirigée par Georges Liébert

JEAN ET JACQUELINE FOURASTIÉ

La réalité économique

HACHETTE

DI - 20-10-1986 - 28719

Jacqueline Fourastié est agrégée de mathématiques et docteur es-sciences. Elle a travaillé comme statisticienne au ministère de l'Éducation nationale, puis elle est devenue enseignante au Conservatoire national des arts et métiers (depuis 1965). Elle a collaboré avec son père à de nombreux travaux d'économie, tout en poursuivant des recherches pédagogiques en mathématiques.

PRINCIPAUX OUVRAGES :

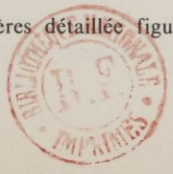
Essai sur les mesures des quantités économiques, Mouton.
Les Formules d'indices de prix, Armand Colin.
Mathématiques appliquées à l'économie, Dunod.
Statistiques appliquées à l'économie, en collaboration avec Shémaya Lévy, Masson.
Les Indices statistiques, en collaboration avec Bernard Crais, Masson.
Probabilités et statistiques, (Quinet, tome VI), en collaboration avec Benjamin Sahler, Dunod.

© Éditions Robert Laffont, 1978, et Hachette, 1986

Sommaire *

Introduction 9
I. Pourquoi nous travaillons 15
II. Croissance économique, niveau de vie, genre de vie 41
III. Économie et population 66
IV. La production, l'entreprise 108
V. Les profits, la répartition des biens produits, les fortunes 155
VI. Revenus, salaires, inégalités 221
VII. Prix, progrès technique, pouvoir d'achat ... 260
VIII. La méthode de la science économique 284
IX. Plan, planification, politique économique, prospective 320
Conclusion. – Problèmes de civilisation ... 356
Annexes 371
Table des annexes 406
Table des tableaux 407
Index des noms 410
Index des mots clés 413

* Une table des matières détaillée figure à la fin de l'ouvrage, p. 417.



Introduction

La science économique a pu être comparée à un colosse aux pieds d'argile. Plus exactement, selon le mot d'André Lichnérowicz, ce sont « des connaissances qui ne font pas science »; elles manquent de base sûre et leur masse disparate est loin d'être cohérente, de faire l'unanimité chez les experts et de donner aux utilisateurs une prise correcte sur la réalité.

On enseigne en effet, sous le nom de science économique, un vaste complexe de théories, d'opinions, de modèles, souvent parés du prestige du langage mathématique, mais qui ont presque tous le défaut de fragmenter le réel en un trop grand nombre de morceaux abstraits et disparates. Ces fragments ou bien ne considèrent pas du tout ou bien ne considèrent que très insuffisamment les situations concrètes que le citoyen a à connaître et souvent à gérer dans la vie courante d'une nation comme la nôtre. Les aspects humains, sociaux, psychologiques, affectifs et culturels... sont exclus, alors qu'ils sont en fait étroitement liés aux activités économiques.

En fait, ce sont les éléments de base, la science économique *élémentaire,* qui manquent le plus. On l'a bien constaté au cours des quinze années de crise mondiale qui se sont écoulées depuis la fin des « trente glorieuses », quinze années où l'on a vu les experts se contredire, les praticiens en désarroi, et des gouvernements

obligés de changer de cap sous la pression des réalités.

Dans toute science, l'élémentaire est le plus difficile; dans presque toutes, il en vient de ce fait à être négligé et même – chose incroyable – méprisé, parce qu'il ne se prête pas aux exercices classiques sur quoi les universitaires se jugent entre eux et se décernent leurs diplômes.

Or, si dans beaucoup de sciences on peut, sans danger pratique, étudier et même approfondir des domaines entiers de réalités sans connaître et même sans pouvoir connaître les bases élémentaires, il n'en est pas ainsi en économie parce que c'est sans cesse à des réalités simples, globales, élémentaires que l'économiste est confronté : production, consommation, échanges, prix, salaires, profits... C'est d'économie élémentaire que nos journaux sont remplis; c'est d'économie élémentaire que nos ministres, nos députés, nos chefs d'entreprises, nos cadres, nos militants syndicalistes ont à traiter chaque jour...

C'est à la science économique élémentaire, à la seule science économique élémentaire, que ce livre est consacré. C'est à ce titre qu'il s'adresse non seulement au grand public et aux étudiants mais aussi aux économistes diplômés, aux hommes politiques, aux cadres, aux chefs d'entreprises... encore si ignorants de ce qu'ils devraient savoir et qu'à la vérité la « science » économique universitaire ne leur enseigne pas.

Pourtant, il existe une science économique élémentaire. Certes, elle est peu de chose, mais ce peu de chose n'est pas rien. Ce peu de chose est d'une énorme importance pour chacun d'entre nous, et pourrait nous éviter bien des erreurs économiques, politiques et sociales : bien des souffrances... Il pourrait, ce peu, s'il était perçu et compris, valoriser la science universitaire, aujourd'hui divisée, contradictoire, impuissante, faute de vue d'ensemble sur les réalités essentielles.

Nous exposerons donc ici ce que nous pensons être les points forts d'une science économique élémentaire. Nous n'aurons pas le souci de les exposer tous; en particulier, on ne trouvera pas ici certains théorèmes, lois ou théories

célèbres que maints bons esprits considèrent comme d'authentiques exemples de vraie science économique (la loi de Jacques Rueff sur le chômage et les salaires, les théorèmes de Hicks sur l'inflation, quantité d'analyses historiques pertinentes, comme celles de Rostow, de Sauvy, de Braudel...). Nous parlerons beaucoup des entreprises, mais non des techniques de gestion des entreprises. Nous nous bornerons à exposer les faits essentiels qui reviennent sans cesse (ou devraient revenir) dans la vie quotidienne, les faits majeurs de l'économie nationale et internationale : prix, salaires, pouvoir d'achat, chômage, profits, inégalité sociale, programmes et prévisions économiques d'ensemble...

Les textes publiés dans ce livre ont pour origine des conversations, des articles ou des exposés que demandent des élèves, d'anciens élèves, des collègues, des journalistes, des entreprises, des animateurs d'associations et de groupes culturels... sur les grands problèmes d'actualité économique et sociale.

Jacqueline Fourastié a donné à ces causeries une forme écrite; elle les a ordonnées et complétées; elle a en outre rédigé de son cru des chapitres entiers et de nombreux paragraphes d'autres chapitres; ce furent des centaines d'heures de travail; nous avons revu les textes ensemble et, sur bien des points, le fond même est de son cru.

La table des matières énumère les points que nous avons retenus. Une des idées dominantes de notre recherche est qu'il n'y a pas de science économique en dehors de l'histoire économique, et pas d'histoire économique sans référence à la *démographie.* Pour échanger, pour produire, pour consommer, il faut d'abord vivre : *l'homme, dans l'entreprise, est là pour vivre.*

Il est nécessaire, pour percevoir et comprendre les activités économiques quotidiennes, d'avoir présents à l'esprit les grands traits de l'histoire économique des hommes. Jamais, sauf l'oxygène de l'air, de *consommation sans travail.* L'homme *travaille pour produire* ce

qu'il consomme. Produire, ce fut d'abord cueillir ou recueillir. Produire, ce fut ensuite élever et cultiver. Produire, c'est aujourd'hui transformer et servir.

La consommation spontanée d'un homme est toujours supérieure et même, en général, très supérieure à sa production. A l'échelle des groupes humains, les besoins, les désirs de consommer l'emportent toujours très largement sur la production; ainsi, la consommation n'est jamais limitée par la capacité de consommer, mais elle l'est toujours par la capacité de produire (c'est-à-dire par la capacité de fabriquer, en travaillant, les biens et services nécessaires à la consommation et à l'échange).

Ainsi, tout système économique comporte un système de *rationnement* (par troc ou par monnaie). C'est pourquoi les connaissances relatives aux faits de consommation, de production et d'échange ont été nommées *économiques* : ces faits sont dominés par la rareté, l'économie, le rationnement, l'efficacité.

Le mot *efficacité* reviendra souvent dans ces pages. Pourtant, il n'est pas sympathique. C'est un mot utilitaire, un concept de technicien sans poésie. L'un des traits fondamentaux de la condition humaine est en effet, hélas! que la spontanéité n'est pas efficace, et que l'efficacité n'est pas spontanée. Ce divorce à peu près radical entre la spontanéité et l'efficacité explique les traits majeurs de l'histoire et de la préhistoire : si la spontanéité était efficace, nos plus lointains ancêtres auraient obtenu d'emblée des rendements de quatre-vingts quintaux de blé à l'hectare; ils auraient construit des avions et des ordinateurs...; il n'y aurait pas eu et il n'y aurait pas à l'heure actuelle de pays sous-développés.

L'une des grandes options de la politique économique est donc l'arbitrage entre le niveau de vie et le genre de vie. Quelle que soit la richesse à laquelle parvient et parviendra la nation, et même si elle est largement composée de sages et de saints, la consommation apparaîtra, à vues humaines, suffisamment rationnée pour que l'efficacité soit recherchée, ou du moins considérée.

Dans l'état actuel d'un pays comme la France, où tous

les citoyens se plaignent de l'insuffisance de leur pouvoir d'achat et où les luttes politiques portent précisément sur les moyens de faire progresser la consommation des masses laborieuses, il serait évidemment absurde de ne pas considérer comme essentielle l'efficacité de ce labeur, c'est-à-dire l'efficacité du travail de production – et de l'ensemble des moyens et des procédures de production, d'échange et de consommation. On doit donc, du moins aussi longtemps que les citoyens donneront cette priorité à leur consommation, considérer l'efficacité comme un facteur fondamental. Il est clair d'ailleurs qu'aucun groupe humain ayant accédé à l'efficacité industrielle n'accepterait volontairement de retomber à l'inefficacité de l'agriculture du XVIII^e^ siècle ou de la mine de charbon de 1830...

Ainsi, la recherche même d'un compromis honorable entre la spontanéité et l'efficacité, entre la sensibilité d'Atala et le calcul économique de Citroën, implique une science claire des facteurs d'économie et de productivité.

La science économique élémentaire doit considérer ces facteurs de base. Elle doit reconnaître sa faiblesse, l'immensité de ce qu'elle ignore; son impuissance à permettre à l'homme de « maîtriser » son économie. Elle doit fermement renoncer à des ambitions illusoires, et revenir au petit nombre des connaissances sûres. Loin de mettre l'accent, comme les débats classiques en France depuis près d'un siècle, sur les problèmes de répartition des revenus, elle doit se préoccuper avant tout de *ce sans quoi les revenus n'existent pas* : l'emploi, le travail, la production. En France surtout, la science économique élémentaire a été oblitérée par les débats idéologiques issus du marxisme et de l'antimarxisme. Notre peuple, nos économistes et nos dirigeants vivent sur les idées du XIX^e^ siècle.

Ces idées, pourtant, sont devenues inadéquates aux réalités; ou plutôt les réalités de la fin du XX^e^ siècle rendent caducs les idées et les débats du XIX^e^. Les impasses de la rationalité, jusqu'ici dominante, commen-

cent à devenir visibles. L'homme vit la fin des illusions de l'intelligence.

Les idées du XXI^e siècle commencent à se faire jour.

La première rédaction de ce livre remonte à 1978. Depuis lors, il a poursuivi une brillante carrière chez son éditeur Robert Laffont. Aujourd'hui, il a été décidé d'en publier une *nouvelle version* dans la collection « Pluriel », version largement refaite, mise à jour, complétée et augmentée; car si les besoins de base du public et des étudiants restent les mêmes en s'accroissant, le paysage économique a beaucoup changé en huit années.

D'une part, chacun sait que « la leçon de choses de la crise économique » a porté, l'expérience de la gauche au pouvoir a été pleine d'enseignements et a engendré cette révision des idées dominantes en France depuis plus d'un demi-siècle, que nous annoncions en 1978 comme inéluctable, mais encore à advenir. Mieux informés, les Français se défont peu à peu de leur « nombrilisme »; ils connaissent mieux l'étranger et les conditions du succès économique et social. L'entreprise n'est plus ignorée, ni les nécessités du commerce international. Le besoin de s'informer et de connaître s'est beaucoup accru.

D'autre part, malgré la crise et en partie par la crise, mais surtout par le progrès effervescent des sciences et des techniques, et par la prolifération des initiatives individuelles et collectives, le climat national et international a beaucoup changé. En dix années, en France même, la croissance de la productivité globale du travail a été de 40 % (25 % de produit en plus avec 15 % de travail en moins). Mais cela, évidemment, au prix d'une complexité croissante et d'une fragilité croissante de la machine économique nationale et internationale; et au prix d'une adaptation toujours plus rapide et toujours plus précise de chaque activité aux besoins des consommateurs nationaux et des acheteurs étrangers.

Jean FOURASTIÉ

I

Pourquoi nous travaillons [1]

ARGUMENT

L'homme doit produire pour consommer. Produire, c'est transformer la nature pour en faire des objets et des services consommables, c'est-à-dire répondant aux besoins ou aux désirs des hommes. L'acte par lequel l'homme transforme la nature s'appelle travail. *Le travail n'est efficace que s'il est accompli selon certaines méthodes qui ne sont ni spontanées, ni évidentes en bons sens, ni même, en général, agréables; l'efficacité exige aussi, presque toujours, la spécialisation : chaque objet, chaque produit a sa propre procédure optimale de production, appelée* technique. *Un besoin ou désir humain devient un besoin ou désir* économique *lorsqu'un homme au moins est disposé à accomplir un travail pour satisfaire ce besoin ou ce désir (ou à fournir en monnaie le prix de ce travail).*

Production nationale = Consommation nationale

Le plus simple serait a priori *que chaque personne travaille elle-même pour produire ce qu'elle juge bon de*

1. *Pourquoi nous travaillons* est le titre d'un petit livre de la collection « Que sais-je? » (nº 818) PUF, Paris. La question est prise ici en son sens le plus étroit.

produire pour satisfaire ses propres besoins ou désirs. Mais il suffit de penser aux bébés, enfants, vieillards, malades et infirmes, pour comprendre que cela est impossible. L'impératif d'efficacité engendre des contraintes supplémentaires : le travail en groupe (l'entreprise), la spécialisation, le métier. *De tout cela résultent des complications majeures : l'échange et son instrument nécessaire, la monnaie; l'épargne; l'investissement... A quoi s'ajoute cette entreprise géante de sécurité, de justice et d'erreur : l'État.*

L'ensemble des actes de production, de consommation et d'échange forme la vie économique.

LE TRAVAIL

Lorsque l'on pose à un Français la question « Pourquoi travaillez-vous? », la réponse est, dans 95 % des cas : « Pour gagner de l'argent ». Cette réponse n'est pas fausse, mais elle est superficielle; elle ne retient que l'un des effets du travail, celui qui engendre un salaire ou un profit. Le salaire et les revenus ne sont que des titres de rationnement alloués aux producteurs pour leur permettre de puiser dans la production nationale une part équivalente, en principe, à leur production personnelle.

Or, ce n'est pas essentiellement pour obtenir un titre de rationnement que nous travaillons, c'est pour réduire notre rationnement : *nous travaillons pour produire les biens et services que nous consommons.* Conformément à ce qui a été dit plus haut, ceci ne signifie pas obligatoirement que chacun produit uniquement pour sa propre consommation. Au contraire, le travail des actifs peut-être conçu comme un *service* de la société : chaque actif travaille pour sa consommation, mais aussi celle de sa famille et celle de l'ensemble de la société.

LA NATURE N'EST PAS CONSOMMABLE

La nature « naturelle » n'est pas hospitalière à l'homme. A une humanité sans travail et sans technique le globe terrestre ne donne qu'une vie limitée et végétative : quelques centaines de millions d'individus subsistant animalement.

Tout ce que nous consommons aujourd'hui en France est création du travail humain, y compris les denrées que nous considérons comme les plus « naturelles », telles le blé, les pommes de terre ou les fruits.

Le blé a été créé par une lente sélection de certaines graminées : il est si peu « naturel » que, si l'humanité disparaissait de la surface du sol, le blé disparaîtrait moins d'un demi-siècle après elle; il en serait de même de toutes nos plantes cultivées, de nos arbres fruitiers et de nos bêtes de boucherie : toutes ces créations de l'homme ne subsistent que parce que nous les défendons *contre la nature*; elles valent pour l'homme, mais elles ne valent que par l'homme.

A plus forte raison, les objets manufacturés, les textiles, la métallurgie – du papier au poste de télévision, de la machine à laver la vaisselle à l'automobile – sont des produits artificiels, créés par le travail de l'homme. Par rapport aux animaux, *l'homme seul a des besoins non naturels.* Et ces besoins sont immenses; ils croissent avec la satisfaction de certains d'entre eux. Le seul d'entre eux qui soit satisfait naturellement, sans travail, est le besoin d'oxygène. Ainsi, le travail est l'une des caractéristiques qui distinguent l'homme des animaux; il peut être conçu comme un prolongement de l'œuvre créatrice [1].

1. Cf. la constitution *Gaudium et Spes* du Concile Vatican II, § 34 : « Car ces hommes et ces femmes qui, tout en gagnant leur vie et celle de leur famille, mènent leurs activités de manière à bien servir la société,

Cela étant, nous voyons bien *pourquoi nous travaillons* : nous travaillons pour transformer la nature, qui satisfait mal ou pas du tout les besoins humains, en éléments artificiels qui satisfassent ces besoins. Nous travaillons en outre pour rendre aux hommes et à nous-même des services que ne nous rend pas, ou que ne nous rend pas suffisamment à notre gré, la nature (nous transporter, nous chauffer, nous instruire, nous distraire...). *Nous travaillons pour produire, afin de pouvoir consommer.*

Les pages qui suivent voudraient mettre en évidence certaines notions fondamentales, certains outils d'information et de compréhension du phénomène consommation, et donc du phénomène économique en général. Mais ce ne sera pas un exposé didactique complet sur cette question. Il s'agira de ce qui, à mon avis, est caractéristique de la consommation au point d'être le plus nécessaire à la compréhension du monde d'aujourd'hui.

Quatre paragraphes nous aideront à préciser nos idées.

SECTION 1 – LA CONSOMMATION EST LE BUT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

C'est une idée importante quoique simple. On se comporte tantôt comme si elle allait de soi, tantôt comme si elle n'avait pas d'importance, ou même comme si elle était fausse. Or, on ne peut pas ordonner ses idées relativement aux problèmes de la société contemporaine, si l'on n'a pas l'idée que l'activité économique n'existe que

---

sont fondés à voir dans leur travail un prolongement de l'œuvre du Créateur, un service de leurs frères, un apport personnel à la réalisation du plan providentiel dans l'histoire. » Cf. aussi l'encyclique du pape Jean-Paul II *Laborem exercens* sur le travail humain (septembre 1981).

pour satisfaire les besoins humains, et qu'elle n'a pas d'autre justification que celle-là. Le détail des actions, des décisions, des solutions des États et des individus doit être jugé par rapport à ce problème central.

L'écart est tel entre nos besoins potentiels (c'est-à-dire le volume des biens que nous serions capables de consommer si la nature nous les fournissait comme elle nous fournit l'oxygène) et les biens effectivement produits par notre travail, c'est-à-dire arrachés à la nature brute et rendus consommables, que tous les systèmes économiques observés et observables sur notre planète comportent (et comporteront longtemps encore) un système de *rationnement*. L'activité économique a pour objet la production, la consommation et l'échange de biens ou de services *rares*, afin précisément de réduire ce rationnement. (Ces biens sont *rares* par rapport aux besoins et désirs des milliards d'hommes vivants sur cette planète).

Par exemple, à l'heure actuelle se posent des questions monétaires assez angoissantes non seulement pour la France, mais pour le monde entier. Les efforts de jugement ou de compréhension qui ne traitent que des questions financières coupées des problèmes économiques sont vains. *La monnaie est au service de l'économie*, elle n'existe que pour favoriser les échanges; elle a un rôle fondamentalement économique. Bien entendu, il y a des effets seconds; du fait que l'institution monétaire existe, elle a sa propre réalité, elle devient un phénomène en soi; mais c'est un phénomène dérivé. Sous peine d'erreurs usuelles et graves, il faut donc, en matière monétaire, considérer au premier plan les problèmes économiques, sans ignorer pour autant les problèmes proprement financiers (l'or, le crédit à court et long terme, le change des monnaies, les balances internationales...).

Un autre exemple est le *profit*; le profit doit lui aussi se juger par rapport à son effet sur la consommation. Est-ce que, dans les systèmes où le profit existe, on peut parvenir à une économie plus rapidement progressive, à un emploi plus rationnel?... On ne doit pas juger des problèmes de

profit *seulement* par rapport au profit lui-même, c'est-à-dire à l'avantage qu'ont certains hommes de s'adjuger une part de la production alors que la plupart en sont privés [1].

On pourrait multiplier les exemples. Ce qui est important, c'est que la consommation est le but de l'activité économique. On ne peut comprendre et juger aucune réalité économique, sans référence à l'effet plus ou moins heureux qu'elle exerce sur la production et la consommation des hommes.

SECTION 2 – L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE : PRODUCTION CONSOMMATION

Ce mot d' « équilibre économique » est vague et il est pris dans des sens différents selon les auteurs. Ce qu'il y a d'essentiel dans la notion d'équilibre économique, c'est d'obtenir des sociétés à production efficace, sans chômage excessif, ni « lèpres » anormales.

1. La vie économique ne peut être parfaite

Ma conception de l'économie n'est pas ambitieuse, car je n'ai jamais pensé que ni la vie économique ni même la science économique puissent être parfaites. En cela je me distingue de ceux qui espèrent tirer la société parfaite d'une révolution prochaine. Les 50 000 ans d'histoire de l'humanité montrent qu'il est impossible d'envisager aussi aisément et aussi rapidement une perfection : elle serait d'ailleurs difficile même à définir, même à imaginer. Je

1. Voir plus loin le chapitre v.

suis sceptique sur la possibilité d'incarner une utopie intellectuelle; il y a quantité d'embûches : de la part de l'homme, difficultés d'information; de la part de la nature, résistance à ce que l'homme veut faire. Cela se traduit par quantité de souffrances, d'injustices, par le « *mal* », qui paraît vraiment de la nature de la vie. Le progrès, par contre, est possible : l'homme peut lentement, aux prix d'efforts importants, et continus, contrôlés par l'expérience, améliorer la société et, peu à peu, la condition de vie dans l'univers. Je suis donc optimiste en ce qui concerne ce que peut faire l'homme, à condition de partir de ce pessimisme dont il vient d'être question : l'amélioration ne peut se faire qu'à partir du réel et sur le réel, par un travail étendu sur des générations, et notamment par la mise en pratique de l'esprit scientifique expérimental.

Je ne crois pas que l'on puisse parvenir, même d'ici à quelques siècles, à des nations où tout serait satisfaisant pour tous les hommes. L'équilibre économique est seulement pour moi une situation dans laquelle il n'y a pas trop de gros drames pas de famines, pas de graves pénuries, pas de camps de concentration, pas de guerres civiles ou internationales, par exemple pas de guerres entre l'Europe et le Tiers Monde; la liberté de voyager, de franchir les frontières, de changer d'emploi et d'employeur, un chômage restreint, un système de sécurité sociale évitant le désastre des malchanceux...

Au fur et à mesure que l'homme améliore sa condition, il peut être plus difficile dans la définition de cet équilibre; sous Vauban, l'idéal économique était seulement de supprimer les famines; aujourd'hui, ce serait d'éviter les guerres civiles, la dictature, les grandes crises économiques du type de celle de 1929. L'équilibre économique serait celui d'un État qui écarterait tout ce qui est néfaste et que la science permet d'éviter.

2. L'équilibre économique : Production nationale = Consommation nationale

A la base de l'équilibre économique est l'*équilibre entre production et consommation.* La production ne se justifie que par la consommation. On ne peut concevoir un équilibre économique si l'on n'a pas égalité – au moins approximative – entre la production et la consommation. Vers 1935, Keynes a dit à peu près cela, et personne ne l'avait dit avant lui : c'est ce qui explique son influence. Aujourd'hui, sa conception, beaucoup trop centrée sur les aspects financiers du phénomène, a révélé son insuffisance. Lorsque je dis équilibre de la production et de la consommation, je ne l'entends donc pas au sens keynésien du terme, c'est-à-dire avec tous les produits ensemble, en ne considérant séparément que les biens d'investissement, d'une part, et d'autre part, les biens de consommation.

L'équilibre de la production et de la consommation est l'équilibre de *détail* entre la production de *chaque* produit et la consommation de *ce* produit, entre la production de *parapluies* et la consommation de *parapluies,* entre la production de *saucisson d'Arles* et la consommation de *saucisson d'Arles*... Il faut produire les stylos qui vont être achetés, selon les marques, les fromages selon les diversités... Peut-être que, s'il y avait moins de variétés, l'on achèterait moins; cela accentue la difficulté de l'équilibre. Il faut que ceux qui ont produit telle crème de gruyère puissent la vendre, sinon elle s'accumulera et se perdra. Dans certains cas, des stocks peuvent exister, assurant un jeu entre la production et la consommation; mais un stock ne peut dépasser certaine limites, et les pertes peuvent être considérables. De même, les échanges avec les autres nations (*commerce* dit *extérieur*), permettent un jeu entre le détail de la production nationale et le

détail de la consommation nationale; mais ce jeu est limité et, par exemple, soumis à l'obligation pour la France qui achète à l'étranger, de payer ce qu'elle achète. Quel pays accepte de donner sans recevoir?

Par conséquent, l'adéquation entre production et consommation doit être presque parfaite, et porter sur un détail presque infini de produits. Ainsi, de manière générale, *l'excès de la production de parapluies n'est en rien compensé, corrigé ou équilibré par l'insuffisance de la production de fromage.* On voit combien est complexe et diversifiée l'organisation économique nécessaire à la production : les producteurs, ceux qui dessinent les produits et les fabriquent, doivent s'arranger pour que leurs produits soient consommés. Ils le font parfois en forçant, grâce au fait que ce sont ces produits que l'on trouve dans les boutiques et pas d'autres, grâce aussi à la publicité et à des mécanismes plus ou moins heureux et même parfois nocifs.

Dans l'ensemble, cependant, cet équilibre se réalise honorablement; c'est sans conteste le cas en France, à long terme, comme dans tous les pays dits « à économie de marché » où le consommateur commande en définitive la production par ses achats. Dans les pays où les mécanismes du *marché* n'existent pas, l'ajustement de la production à la consommation se fait mal, d'où d'énormes difficultés. C'est ce qui oblige l'URSS après soixante-dix ans de déboires à commencer de tenter de réviser sa conception de l'entreprise, du Plan et du marché.

Les ajustements sont indispensables, et ils doivent être précis. Mais ils ne sont pas sans coût. Dans les systèmes socialistes, l'inadéquation de la production à la consommation n'atteint pas l'entreprise qui continue à exécuter le Plan et à recevoir de l'État des fonds pour cela; mais elle atteint à long terme pernicieusement l'économie nationale tout entière : erreurs graves de la planification, pertes graves de productivité, médiocrité de la croissance, malgré de continuels bulletins de victoire; médiocrité persistante du niveau de vie, pénuries endémiques, ration-

nement par les « queues » devant les magasins ou par des autorisations administratives d'acheter, etc. Dans nos pays occidentaux, si l'adéquation entre production et consommation se fait mal, cela entraîne *d'abord* des alertes localisées à l'entreprise (amenuisement du carnet de vente ou au contraire gonflement de ce carnet), le signal d'alarme retentit immédiatement *et au lieu même de la décision et de l'action*; il en résulte immédiatement (en principe) un ajustement de la durée du travail. Si cet ajustement s'avère insuffisant, l'entreprise met en œuvre quantité d'autres procédures; par exemple, fabrication d'autres produits, prospection d'autres marchés, investissement... Si l'on n'y parvient pas, on réduit encore la durée du travail; on peut même en venir à licencier. S'il y a trop d'entreprises dans ce cas, s'il y a trop de régions en sous-emploi, c'est le drame du chômage. Il n'y a alors de remède qu'à l'échelle nationale, par la redistribution de la population active.

3. L'emploi, facteur d'équilibre

Le *facteur fondamental*, à l'échelle de généralité où nous nous plaçons, qui permet l'équilibre économique, est donc l'*emploi*. Pour adapter la production à la consommation, *il n'y a qu'une variable, c'est l'emploi* – le mot « emploi » étant pris dans son sens général de « quantité de travail affectée à une production ». Ce n'est pas seulement le nombre de personnes employées dans l'automobile, c'est de plus le nombre d'heures de travail qu'elles accomplissent. Par exemple : l'emploi dans l'industrie automobile est de *n* millions d'hommes-heures par an.

C'est la *seule* variable qui permette d'ajuster la production à la consommation; les autres facteurs ne sont pas nombreux et ne sont que des facteurs de l'emploi.

Le facteur qui relie l'emploi à la production, c'est la *productivité* du travail, de par sa définition même :

$$productivité = \frac{volume\ physique\ de\ la\ production}{emploi}$$

La productivité dépend du progrès des techniques, des méthodes de production, des investissements, de l'organisation du travail, de la situation sociale et politique dans la nation et dans l'entreprise..., de beaucoup de facteurs donc; mais ce qui est important, c'est que, dans une économie quelle qu'elle soit, *la productivité est toujours la plus forte que l'on peut,* compte tenu des moyens humains dont on dispose, des qualifications des personnes qui travaillent, des capitaux disponibles, des techniques que l'on sait mettre en œuvre... La productivité n'est pas une variable, au sens que l'on pourrait en disposer à son gré, la faire varier au gré du chef d'entreprise ou du Premier Ministre. On produit le plus possible, ne serait-ce que pour des raisons immédiates, l'augmentation du profit ou le désir d'augmenter le niveau de vie de la population.

Aucun pays du monde ne peut se permettre de considérer la productivité comme une variable, ce qui reviendrait à fixer un taux inférieur à celui que l'on pourrait réaliser. Cela étant, nous l'avons dit, il ne reste, pour ajuster la production à la consommation, qu'une variable : l'emploi. L'équation fondamentale de l'équilibre économique est :

$$emploi = \frac{consommation}{productivité} \quad (1)$$

car la consommation, nous venons de le voir, doit, s'il y a équilibre, être égale à la production. L'équation (1) ne joue pas seulement à l'échelle du total de la population active, ni pour l'ensemble de l'agriculture ou de l'industrie; elle s'applique, analytiquement, micro-économique-

ment à la production de parapluies, de saucisson, de fromages... :

Consommation d'un produit = Production du même produit

(Il n'y a pas rigoureuse et mathématique égalité à 1 pour 100 000 près, car il existe des stocks et le commerce extérieur joue; il y a aussi du gâchis, des pertes; *mais les ordres de grandeur des deux termes doivent être les mêmes*, sauf crise et pertes graves, à suivre de près, et appelant des procédures de redressement).

Le but n'est pas la production, mais la consommation. C'est pourquoi dans l'équation fondamentale (1), j'écris *consommation* et non *production.*

SECTION 3 – CONNAISSANCE DE LA CONSOMMATION

La consommation, la prévision de la consommation forment la clé de voûte de toute prévision économique, de toute planification, à l'échelle de la nation comme de la firme. Du moment que l'équilibre économique est associé à une certaine répartition de l'emploi, il n'y a équilibre économique *que si l'emploi est ce que commandent la consommation et la productivité.* La productivité dépend ayant tout des « ingénieurs », compte tenu de l'état politique et social, des investissements et surtout de la technique. C'est par contre l'affaire des économistes de savoir ce que sera l'emploi, car la consommation commande l'emploi. Pour qu'il y ait équilibre économique, il faut un emploi donné, dans chaque secteur et chaque sous-secteur. Dans l'industrie des parapluies, il faut des hommes dont le nombre dépend de la productivité dans cette industrie et de la consommation des parapluies. Toute politique économique vise à ce que l'avenir et le

présent se réalisent le mieux possible, avec le plus grand progrès possible, avec une certaine structure de l'emploi, celle qui entraîne le moins de pertes possible (pertes de travail, de matières premières, de machines, de produits fabriqués). Toute politique économique doit donc viser avec une productivité donnée à fournir la consommation maximale.

La prévision de la consommation apparaît ainsi comme l'un des chapitres fondamentaux, à l'échelle d'un groupe de nations, d'une nation ou d'une entreprise. Ou bien l'on est incapable de faire la moindre prévision et donc la moindre planification, ou bien l'on doit prévoir la consommation [1].

1. Connaître le présent et le passé

Pour prévoir la consommation, il est nécessaire d'abord de la *connaître.* Pas de prévision de l'avenir sans une conscience aiguë du présent, et sans connaissance aussi sérieuse que possible du passé. Je m'écarte de ceux qui, parce qu'ils ne veulent penser qu'à l'avenir, en viennent à considérer le passé comme sans importance. L'humanité n'est pas un corps qui peut concevoir son avenir sans référence à son passé; dans toute vie, il y a continuité organique. Tout effort pour construire l'avenir indépendamment du passé est échec; il est absurdité.

La prévision doit donc commencer par l'examen des moyens que nous avons de connaître la consommation d'aujourd'hui et celle d'hier. Le meilleur de ces moyens, le seul qui donnerait une information précise, serait l'énumération de tous les postes de consommation avec l'indication de leurs quantités physiques : par exemple, en

1. Voir au chapitre IX : La prévision de la consommation, p. 326.

1986, il a été consommé tant de tonnes de pain, dont tant de baguettes, tant de pains de campagne... Or, la tendance du cerveau humain est de s'attacher seulement au global, à l'abstrait. L'abstraction est une image nécessaire à l'homme qui veut connaître et comprendre le réel, mais elle déforme le réel. Si nous avions les mêmes moyens de connaissance que Dieu, il nous suffirait de voir le réel et nous pourrions l'avoir à l'esprit dans toute sa complexité et le suivre dans son évolution; mais ceci est impossible à l'homme car il n'a qu'un cerveau à perception piètre et partielle, à mémoire faible, et qui est loin d'être interconnecté avec les autres cerveaux [1]. Il nous faut donc des vues plus simples et plus globales; mais ce sont des pis-aller, dus à une insuffisance de notre cerveau. L'abstraction est une arme pour lutter contre nos infirmités, et non un avantage; c'est un moyen d'appréhender quelque chose d'une réalité complexe qui nous dépasse largement. (Le fâcheux est que nous avons une tendance naturelle – en nous croyant sûrs de nous – à prendre ce quelque chose pour le tout, et au moins pour l'essentiel...).

Rares sont les cas où l'on peut donc se servir d'informations produit par produit, en quantités physiques. Il faut le faire chaque fois que c'est possible, mais on n'a jamais encore pu le faire quand il s'agit de dizaines de milliers de produits. Par contre, dans des cas particuliers, souvent importants, on le peut et alors on le doit. Par exemple, on peut faire le bilan charbon de la France en

1. Nous savons les infirmités de la communication. En particulier, mon message est pauvre par rapport à celui que je voudrais donner; ce que le lecteur en perçoit est maigre par rapport à ce qu'il est.

Ainsi, en économie comme plus généralement en politique, l'information concrète sur le réel est toujours dramatiquement inférieure à ce qu'elle devrait être pour permettre des décisions et des actions efficaces. Nous ne pouvons pallier (fort mal) cette infirmité congénitale que par l'abstraction qui généralise et simplifie... mais aussi déforme, cache, trompe. (Cf. notre livre *Comment mon cerveau s'informe,* Robert Laffont, Paris, 1974.)

telle année : combien de tonnes ont été consommées. Par qui. Des distinctions peuvent être faites par qualités de charbon. Si l'on veut s'occuper de l'ensemble de l'énergie, on est déjà obligé de faire des synthèses, des additions d'éléments qui ne sont pas de *même nature*, à convertir des kilowatts-heure en tonnes de charbon ou inversement...; les diverses sortes d'énergie sont à la fois complémentaires et en concurrence, l'économiste est amené à sortir des listes énumératives et à proposer des bilans d'ensemble; mais il faut savoir que ces bilans sont toujours arbitraires de par les coefficients de conversion.

C'est de la nature de l'homme : il a besoin d'appréhender des totaux, de faire des synthèses; son cerveau ne lui permet pas de suivre des ensembles trop complexes. Il faut faire des additions, et pour cela exprimer en une seule unité des volumes non homogènes de produits différents; c'est ainsi que l'on a souvent recours à des évaluations en *valeur* monétaire. Il est normal d'utiliser la valeur; tous les objets ont un prix dans les économies occidentales (et même, en fait, dans les économies de type soviétique qui n'ont pu s'en passer; mais ici, l'arbitraire du prix choisi et imposé pour le Plan ajoute à l'arbitraire du coefficient de conversion). La valeur est un commun dénominateur à toutes les consommations, d'où l'idée de totaliser les valeurs des consommations [1].

Mais les évaluations en valeur courante ont une infirmité, c'est que les prix ne sont pas fixes, et que l'unité monétaire ne représente pas, d'année en année, les mêmes quantités. De la sorte, les évaluations en valeurs courantes sont impuissantes à décrire les *volumes physiques*. Or, c'est le volume physique qui est nécessaire aux prévisions et qui figure dans l'équation fondamentale (1), p. 25.

D'où l'idée de faire des évaluations en valeur con-

1. Cf., sur ce point, dans notre chapitre VIII, la section 2 sur « La mesure des quantités économiques ».

stante. Or il y a deux manières de faire ces évaluations :
- à prix constant;
- à monnaie constante.

La terminologie est arbitraire, mais les méthodes sont réellement distinctes. La première consiste à évaluer chaque objet de consommation au prix de cet objet au cours d'une certaine année, choisie comme base. L'autre manière de procéder demande moins de calculs : calculer à monnaie constante, c'est utiliser les prix *courants*, et les diviser par un indice de prix.

Ce qui est important – et décevant – c'est que *les deux procédés ne donnent pas les mêmes résultats.* En effet, les indices de prix sont trop globaux... On corrige le prix du parapluie par celui du saucisson!

Il y a plus grave! Même avec un procédé identique, le résultat dépend du système de prix retenu, donc de l'année de base choisie. Ces mesures sont arbitraires et entachées d'erreurs. Elles sont nécessaires cependant, sous peine de n'avoir du réel que des images intuitives, purement littéraires et fausses. Et, puisqu'il n'y en a pas d'autres, il faut bien les employer; et on les emploie en effet, souvent en oubliant leur relativité et leurs errances, ce qui peut conduire à des erreurs.

2. *Les coefficients fondamentaux*

A partir des évaluations, à prix courants ou à prix constants, de la consommation, il est possible de calculer deux sortes de *coefficients* qui sont fondamentaux :

– *les coefficients budgétaires,* qui décrivent la structure de la consommation, c'est-à-dire la place d'un élément dans le total. Le coefficient budgétaire relatif au pain, par exemple, pour un ménage ou un ensemble de ménages, est le rapport de la dépense de pain à la dépense totale de consommation pour une année;

– *les coefficients d'élasticité* [1], qui permettent de calculer ce qui se passe pour un produit lorsque la consommation nationale globale augmente d'un certain pourcentage. Si par exemple la consommation globale augmente de 10 %, la consommation de tel produit n'augmente pas forcément de 10 %; elle peut baisser (coefficient d'élasticité négatif), monter de moins de 10 % (coefficient d'élasticité inférieur à 1), ou monter de plus de 10 % (coefficient supérieur à 1). Si le coefficient d'élasticité est égal à 1 – ce qui est rare –, la consommation de ce produit varie exactement comme la consommation globale.

De ce bref regard sur la consommation, il faut retenir qu'au-delà de l'influence de la publicité, l'ordre des besoins *n'est pas créé par le producteur.* Bien au contraire, celui-ci doit s'adapter aux besoins des consommateurs. Si vous consommez un produit autrement que par curiosité (recherche passagère), c'est que, à tort ou à raison, vous en éprouvez le désir ou le besoin. Des hommes se sont efforcés de distinguer le désir (qui serait légitime et spontané) et le besoin (qui serait imposé du dehors, arbitraire et artificiel); d'autres ont, au contraire, reconnu le besoin comme naturel et le désir comme fallacieux.

Nous nous bornerons ici à la notion objective de besoin, sans juger de sa légitimité : le *besoin* est exprimé dès lors qu'un homme *offre* une part de son revenu, de son travail, pour acquérir, pour consommer un bien ou un service. C'est sur le *marché* (magasins, commerces, lieux d'achats et de ventes) que se confrontent les besoins et les produits effectivement fabriqués.

1. Le coefficient d'élasticité de la consommation d'un produit est, au cours de l'évolution, le rapport du pourcentage de variation de la consommation de ce produit au pourcentage de variation du total; ces pourcentages sont comptés positivement s'il y a croissance, négativement s'il y a baisse.

SECTION 4 – COMMENT L'HOMME UTILISE LE PROGRÈS TECHNIQUE

1. Niveau de vie et genre de vie

Nous travaillons pour produire, c'est-à-dire pour permettre la consommation. Or, les progrès de la productivité permettent de produire de plus en plus de biens avec de moins en moins de travail.

Il en résulte schématiquement un choix :

– produire plus et consommer plus;

– ne pas produire plus, travailler moins, et donc ne pas augmenter la consommation.

Bien entendu, la solution de fait est toujours un compromis entre ces deux solutions opposées. Mais le choix de ce compromis n'est pas simple, car il s'agit pour un travailleur de choisir entre son « genre de vie » et son « niveau de vie ». S'il continue à travailler autant, son niveau de vie augmente, mais il n'a pas le temps de profiter des biens dont il acquiert la jouissance; s'il travaille moins, son temps de loisir augmente, il a un genre de vie plus agréable, mais moins de possibilités de consommer.

Au cours des « trente glorieuses » (1945-1974), le progrès a été rapide en France et en Occident. Il en résulte des distorsions, car la tendance de l'homme a été de demander, et avec impatience, *à la fois* un niveau de vie et un genre de vie meilleurs.

Dans nos pays, ni l'État ni les économistes ne se sentent capables d'imposer de force au public une consommation fixée de parapluies ou de bonbons au caramel. Le volume de la consommation de parapluies est une donnée qui

s'impose au producteur, et non l'inverse. Si la demande de parapluies reste forte, le producteur de parapluies maintient ou même accroît l'emploi de ses salariés. C'est, sans s'en rendre compte, le consommateur qui détermine l'emploi par ses achats. Ainsi, à l'échelle nationale et à travers le temps, c'est la demande des consommateurs sur le marché qui détermine le maintien ou la réduction de la durée du travail dans chaque secteur de production. Ainsi, par le « vote » quotidien exprimé sur le marché commercial à l'aide de leurs tickets de rationnement (la monnaie), les consommateurs déterminent à la fois la répartition de l'emploi selon les différents secteurs de production, et l'emploi global, donc la durée du travail. Bien entendu, ici encore, il faut ajouter la consommation extérieure à la consommation intérieure et tenir compte, à l'inverse, des exportations. Cela rend la prévision encore plus complexe.

En fait, au cours des « trente glorieuses », en France, la durée moyenne du travail annuel a peu baissé; le progrès technique, étant donné les exigences des hommes, a été presque intégralement utilisé à la croissance, et le volume global de la production et de la consommation nationales par tête ont augmenté énormément. Depuis 1974, l'euphorie a pris fin et les ajustements ont été pénibles; ils ont engendré non seulement la baisse de la durée du travail, mais le chômage.

2. *Changements de structure*

Car la consommation croissante *change de structure* : on consomme plus de produits secondaires et tertiaires, alors que la consommation du secteur primaire n'augmente que faiblement. Il en résulte que *même si l'emploi restait globalement constant, il devrait changer de structure*; le nombre de producteurs de parapluies doit varier

constamment pour s'adapter aux besoins de parapluies et à la productivité croissante dans l'industrie des parapluies, même si l'effectif total de la population active reste fixe.

On se demande souvent si le progrès technique, la machine, ne chassent pas l'homme de la production, pour l'acculer au chômage : *l'utilisation croissante de la machine s'associerait à la croissante inutilisation des hommes.*

Le schéma est faux, car *le volume de la consommation n'est pas constant.* La production croissante baisse les prix, et ainsi, le pouvoir d'achat du salaire augmente et permet de consommer plus. La production n'est pas fixe, elle est sans cesse croissante, et, malgré cela, est restée, même de 1945 à 1974 toujours trop faible pour satisfaire les besoins qui croissaient encore plus rapidement. En 1800, les hommes étaient simplement un peu aidés par des bêtes de somme et des machines rudimentaires comme les moulins à vent ou à eau; il se faisait, *par tête d'habitant* et par an, l'équivalent de 2 500 heures de travail, dont 2 000 effectuées par les hommes. Aujourd'hui, en France, toujours par tête d'habitant et par an, il se fait environ 50 000 heures équivalant à du travail humain, dont 1 000 seulement par les hommes eux-mêmes et 49 000 par les machines! Ce nombre de 50 000 augmente et augmentera rapidement. Le travail n'est pas rationné, c'est au contraire notre consommation qui l'est par l'insuffisance du travail de production! De plus, s'il n'y avait pas 1 000 heures de vrai travail humain, les 49 000 heures de travail fournies par les machines tomberaient à rien. De même, il est faux que le pouvoir d'achat des revenus du travail puisse devenir insuffisant pour permettre aux hommes d'acheter la production des machines. En effet, la raison pour laquelle les biens ont un prix et doivent être vendus et non donnés, est justement que l'on a dû distribuer *à des hommes* des salaires, des profits ou d'autres revenus pour les produire. La raison pour laquelle 1 m^3 de vin ordinaire coûte

environ 1 000 fois plus cher que 1 m^3 d'eau au robinet, tient au fait que pour produire et livrer ce vin jusqu'à votre domicile, il faut environ 1 000 fois plus de travail humain que pour obtenir et livrer cette eau.

Il reste que l'adaptation du temps de travail et de l'emploi aux variations de la consommation est parfois difficile. Elle devient douloureuse aux périodes de crise. Le problème fondamental est alors de *diriger les travailleurs vers les emplois nécessaires* à la nation. De nouvelles activités peuvent s'offrir aux hommes, mais ce peut être en des lieux qui ne leur plaisent pas; ces activités peuvent ne pas correspondre à leurs goûts, à leurs connaissances ou à leurs aptitudes. Ce que l'homme désire en tant que producteur est différent de ce qu'il désire en tant que consommateur. Tel vigneron veut vendre tout le vin qu'il produit, mais (heureusement) refuse de boire plus qu'il n'en a envie. Forcera-t-il donc d'autres hommes à boire ou à payer sans boire?

A l'inverse, un besoin qui n'obtient que peu de financement existe dans le domaine de l'écologie; il s'agirait de garder à la nature sa spontanéité, tout en la rendant habitable (éviter la pollution, mais aussi les moustiques...). Dans la période de crise que nous traversons, on paie des hommes comme chômeurs et non comme écologistes. Une solution à long terme serait de créer de nouveaux emplois et de les faire accepter par les chômeurs actuels. Cette solution ne peut intervenir qu'à long terme : tout est à créer dans quantité de domaines; l'adaptation des hommes à de nouvelles activités ne peut être que lente.

3. Le rationnement

Ce qu'il faut retenir d'essentiel de ce chapitre, c'est que l'homme doit produire pour consommer et travailler pour produire, donc travailler pour consommer. Le travail n'est

pas une invention des classes dirigeantes pour asservir les classes dirigées; le salariat n'est pas non plus un moyen d'assujettissement inventé par la classe patronale pour dominer la masse du peuple, comme il aurait pu le sembler à lire et à entendre beaucoup de déclarations des années 1970.

Le travail est imposé à l'humanité par la nature dans laquelle elle vit; la nature ne lui donne sans travail qu'une seule consommation, essentielle d'ailleurs et *sine qua non* : l'oxygène de l'air; l'eau elle-même exige du travail humain, et même, sous certains climats, beaucoup...

Le rationnement est la réalité fondamentale de l'économie; il persiste, même dans les pays les plus riches, parce que la production reste toujours inférieure à ce que les consommateurs voudraient consommer.

Le rationnement est un fait capital, toujours présent, mais dont la plupart de nos économistes, qu'ils soient de gauche ou de droite, curieusement, ne parlent guère. C'est pourtant lui qui a conduit, à bon droit, à appeler *économie* la science de la production, de la consommation et des échanges, et activité *économique* des actes de production, de consommation et d'échange : pour réduire le plus possible le rationnement, il est clair qu'il faut *économiser* sur tous les facteurs; par exemple il faut rendre le travail humain aussi efficace, aussi *productif* que possible; il faut éviter de produire des choses que le consommateur n'apprécie pas ou dont il est saturé; il faut éviter le plus possible des erreurs et des gâchis, qui, dans des ensembles d'actions si nombreuses, si complexes et si instables, ont tendance à s'insinuer partout...

4. La répartition

Par exemple, la recherche de la productivité du travail oblige, sous peine de pertes énormes, à recourir à la *spécialisation* du travail, et donc au groupement des

travailleurs en unités organisées, affectées à la production, *non pas* de tout ce que consomment ces travailleurs-producteurs, mais d'un seul objet ou d'une série restreinte d'objets. Par exemple, les parapluies. Ainsi, un ouvrier ou une ouvrière, qui consomme des carottes, des biftecks, des harengs, du vin..., un logement, des vêtements, des chaussures..., des réfrigérateurs, des livres, de la télévision..., des services de santé et de l'enseignement... – comme nous tous –, cette personne, donc, consommant des milliers de choses différentes dans son année, travaillera dans une fabrique de parapluies et ne fabriquera au cours de cette année que des parapluies... La servitude dramatique de l'efficacité a conduit les hommes à inventer *l'échange*, qui, sous sa forme moderne, d'une grande souplesse mais lourde aussi d'inconvénients graves, se fait par la *monnaie* c'est-à-dire par la distribution aux travailleurs de *tickets de rationnement* permettant de se procurer n'importe quelle consommation, mais en volume globalement limité (avec un billet de 100 F, vous pouvez vous acheter n'importe quels objets ou services dont vous ressentez le besoin et le désir, mais dans la limite d'une valeur de 100 F au total).

Le principe est que le travailleur qui a produit pour 100 F de marchandises ou de services reçoit un revenu (salaire ou profit) égal à 100 F, donc 100 unités monétaires de tickets de rationnement; il pourra donc consommer l'équivalent en carottes, chaussettes... de ce qu'il a produit en parapluies. Mais il est clair que cette identité de principe entre le volume produit et le volume consommé par chaque travailleur subit des amputations très fortes.

D'abord, quantité d'hommes et de femmes ne peuvent travailler (malades, infirmes, inadaptés, enfants, vieillards...); quoique ne produisant pas, ils consomment et doivent consommer. D'autre part, l'État rend à tous les hommes, travailleurs ou non, des services, qu'ils apprécient d'ailleurs plus ou moins (routes, enseignement, justice, police, défense nationale...), mais auxquels la

nécessité, la coutume ou la loi obligent chaque travailleur à contribuer (impôts).

Cela fait déjà une grosse amputation du droit du travailleur à consommer sa propre production. Mais il y a plus : l'entreprise de production donne des tickets de rationnement à bien d'autres personnes que ses salariés. Il y a d'abord les chefs d'entreprises ou propriétaires d'entreprises qui ne perçoivent pas de salaires, mais des profits; nous en parlerons dans le chapitre V. Il y a aussi la monnaie dépensée pour payer les matières premières, les produits semi-ouvrés et l'énergie que l'entreprise consomme. On conçoit en effet aisément, par exemple, que, si une usine d'automobiles fabrique 1 million de véhicules avec 10 000 travailleurs, il ne soit pas correct de créditer chaque travailleur de 100 véhicules, puisque quantité d'autres travailleurs ont contribué à cette production (mineurs qui ont extrait le minerai de fer et de charbon, sidérurgistes qui ont tiré l'acier de ces minerais et fabriqué les tôles et les fontes, fabricants de plomb, de cuivre, de plastiques, de peinture, verriers, matelassiers, fabricants de machines-outils, de presses, convoyeurs, transporteurs, etc.).

La *comptabilité du prix de revient* établit, dans les entreprises, le montant des dépenses par nature de produit et par nature de dépense. Le compte des prix de revient est le relevé de *tout ce qu'a coûté* le produit. Les salaires y figurent, mais n'y figurent que pour leur part, évidemment variable d'une industrie à l'autre.

Il est essentiel de constater que le prix de revient enregistre par définition le salaire tel qu'il est payé, avec ses suppléments contractuels ou légaux. Si le salaire est majoré de 10 %, le compte du prix de revient est, du jour au lendemain, augmenté de ce montant, ainsi le salarié reçoit plus, mais les prix de revient montent aussi. Nous retrouverons ce sujet lorsque nous envisagerons le problème de la plus-value capitaliste, et lorsque nous nous demanderons si l'on peut élever le pouvoir d'achat de

l'ensemble des salariés en augmentant le taux de leur salaire.

Finalement – outre le fait que, dans toute production, il faut considérer le travail direct fourni dans l'usine mais aussi le travail indirect des hommes qui ont produit les matières premières, les équipements et les machines... –, on voit que tout système économique viable « frustre » le travailleur-producteur d'une part de son produit, au profit de non-travailleurs-consommateurs. Bien sûr, on peut trouver plus ou moins légitimes ces amputations, et plus ou moins normaux ou excessifs leurs taux. Bien sûr aussi, on peut contester la légitimité de certains au moins de ces transferts, et, par exemple, l'existence et le montant de ce que nous appellerons plus loin les « profits purs ».

Il n'en est pas moins certain que tout système économique doit inciter les forts, les habiles, les ardents, à produire le plus possible; ce système doit prélever le plus possible sur leur production au bénéfice des faibles, des non-producteurs et des producteurs minables – mais sans aller jusqu'à décourager les uns et les autres de produire et d'innover.

Le chef d'entreprise et ses proches doivent être incités à donner toutes leurs forces intellectuelles et physiques à la production; ils sont, plus encore que le salarié de base, tenus de travailler, de produire, de vendre, par les dettes qu'ils ont contractées et qu'il faut rembourser, par leur ambition de paraître forts et puissants, par l'agrément que donne le pouvoir... Mais la plus grande part de leur effort et de leur talent doit bénéficier à l'ensemble du peuple et non à eux-mêmes.

C'est à partir de ces questions que l'on doit juger un système économique, et juger les résultats des hommes comme Renault, Citroën, Péchiney, Boussac, Floirat, Dassault...

En effet, le cadre valorise le manœuvre et non l'inverse. Il y a de bons manœuvres partout, mais les cadres capables de les faire travailler efficacement, de les faire participer à une organisation efficace, sont rares.

Le manœuvre est le même dans tous les pays du monde; la preuve, c'est que presque tous les manœuvres en France, en Allemagne, en Suisse... sont de nationalité étrangère; ce sont des citoyens du Tiers Monde, naguère italiens et espagnols (lorsque ces pays étaient encore sous-développés), aujourd'hui portugais, algériens, marocains, turcs... Ce sont les mêmes hommes d'un côté et de l'autre de la Méditerranée, et cependant, il leur suffit de travailler en France ou en Allemagne pour que leur salaire réel quadruple.

C'est qu'ils sont insérés en France dans une organisation dynamique : les manœuvres sont les mêmes, mais leur production est triple à Marseille de ce qu'elle est à Alger (et donc leur salaire peut être triple et l'est en effet), parce que les cadres et les chefs d'entreprise sont différents; les investissements aussi, mais pas toujours. Les investissements sont subordonnés : les machines, leur entretien et leur utilisation, les installations, l'équipement dépendent du savoir et du savoir-faire des cadres.

Un pays riche n'est pas un pays qui a de l'or, de l'argent ou des matières premières; ce n'est pas non plus un pays où les manœuvres et les O.S. sont plus nombreux, plus courageux ou plus instruits que ceux des pays pauvres. Un pays riche est un pays où les cadres et techniciens sont nombreux et compétents, dynamiques, novateurs, entraîneurs. Sans richesses naturelles, sans impérialisme politique, la Suisse, la Suède, les Pays-Bas sont parmi les dix pays du monde où le niveau de vie est le plus élevé. Ces pays ne diffèrent de tel et tel pays sous-développé que par le savoir et le savoir-faire des classes dirigeantes.

Transférez en Suisse la population du Pakistan ou de l'Inde, elle y végétera; transférez au Pakistan, avec son autonomie politique et économique et avec ses cadres, la population de la Suisse, elle y reconstituera en quinze ans son potentiel de production et donc son niveau de vie actuel.

II

La croissance économique, niveau de vie, genre de vie

ARGUMENT

Le progrès des techniques de production, c'est-à-dire l'application au travail quotidien des méthodes de plus en plus efficaces issues des sciences expérimentales, est le facteur et le seul *facteur de la croissance économique.*

Le progrès technique permet l'élévation du niveau de vie, *l'allongement de l'espérance de vie, la limitation de l'inégalité sociale, la réduction de la durée du travail, l'amélioration du genre de vie. Mais il implique la division du travail et les migrations de la population active du primaire vers le tertiaire.*

Le progrès économique, qui fut et demeure le grand espoir du XX^e^ siècle, *n'est pas sans contreparties qui sont de plus en plus ressenties comme pénibles (concentration urbaine, encombrement, pollution, extension d'un milieu technique « de raison et de béton », tension entre pays en avance et pays en retard, redistribution de la puissance économique entre les nations et les groupes sociaux, crises économiques, politiques, morales et culturelles).*

La croissance économique n'en reste pas moins désirée par la grande majorité des hommes. Elle doit pouvoir

être humanisée par une alliance de la science et de la sagesse.

Les lignes générales et les facteurs fondamentaux de la croissance économique sont aujourd'hui assez bien connus.

SECTION 1 – NIVEAU DE VIE ET GENRE DE VIE [1]. (ÉVOLUTION HISTORIQUE).

Le trait majeur de la croissance, qui la fait rechercher par tous les peuples sur cette planète, est l'augmentation du niveau de vie des hommes, c'est-à-dire l'augmentation du volume physique de leur consommation; notamment, le pouvoir d'achat des salaires s'accroît, les salaires les plus bas montent, en longue période, beaucoup plus que les salaires élevés; en outre, la qualification des travailleurs s'améliore, de sorte que la proportion des manœuvres (salariés les moins payés, dont le travail est le moins intéressant) baisse par rapport à celle des ouvriers professionnels, des techniciens, des cadres et des cadres supérieurs. Par contre, le nombre des travailleurs non salariés (rémunérés par des profits ou des honoraires) se réduit.

L'augmentation du *niveau de vie* s'accompagne d'une transformation du *genre de vie* : l'activité professionnelle se déplace (de l'agriculture vers les services et du travail de force physique vers le travail intellectuel ou la surveillance); l'habitat passe de la dispersion des campagnes à l'agglomération urbaine, et de l'abri fruste au confort « moderne »; la durée du travail professionnel se

1. Sur la distinction entre *niveau de vie* et *genre de vie*, voir p. 32.

réduit [1]. Fait capital : la durée moyenne de vie s'allonge, et les jeunes et les adultes sont en général presque à l'abri de la maladie et de la souffrance par maladie.

Ces effets de la croissance sont dus à une cause et à une seule : les progrès des techniques de production des biens et des services (y compris les services médicaux et chirurgicaux).

Le *progrès technique* est lui-même fils du progrès des *sciences expérimentales* et de la connaissance qu'en ont les ingénieurs, cadres supérieurs et cadres moyens, et, de proche en proche, la masse même de la population active.

Le progrès des techniques de production augmente l'efficacité, ou comme l'on dit plutôt, la *productivité du travail*, c'est-à-dire le volume physique de la production obtenue en 1 heure de travail (par exemple, en 1 heure de travail de manœuvre, d'ouvrier qualifié ou d'employé...). Ainsi, à nombre de travailleurs constant et à durée du travail constante, le progrès des techniques de production peut élever d'année en année le volume physique de la production nationale et ainsi le volume physique de la consommation moyenne des citoyens.

L'augmentation de la productivité du travail est donc un moyen d'améliorer le niveau de vie d'un peuple, mais c'est aussi le *seul*. Tous les autres moyens qu'ont imaginés les hommes échouent à l'expérience, à moins qu'ils n'aient effectivement pour effet d'accroître la productivité du travail elle-même. L'effet du progrès technique sur la relation des prix aux salaires démontre clairement ce fait majeur (cf. chapitre VII).

La consommation croissante change de structure; la production croissante doit aussi changer de structure. Telle est la cause de la grande migration de la population active des emplois primaires vers les emplois secondaires et enfin et surtout vers les emplois tertiaires. J'ai traité ces questions dans plusieurs de mes livres dont deux très

1. Voir annexes II et III du présent livre, et, dans ce chapitre, les tableaux II et III, p. 50 et 54.

accessibles de la collection « Idées », *Le Grand Espoir du XX^e siècle* et *Pouvoir d'achat, prix et salaires.* Le texte qui suit est un rapide rappel, appuyé sur des statistiques récentes.

Le grand espoir du XX^e siècle s'est pleinement réalisé en France et dans beaucoup de pays; mais il a débouché sur une crise morale et philosophique que peu de gens avaient prévue. Cette crise donne à notre époque une atmosphère assez dramatique.

Le grand espoir du XX^e siècle, était et demeure l'espoir de libérer les nations, non pas de toute rareté, mais au moins de la pire des raretés : la famine.

1. La famine millénaire

Les écrits les plus anciens, l'*Ancien Testament* et *le Nouveau* parlent des famines comme de faits banals, revenant périodiquement. Nous en connaissons aujourd'hui le mécanisme, très simple, inexorable : la fécondité spontanée de l'espèce humaine fait croître très vite le nombre des hommes, dès que les *subsistances* (c'est-à-dire les aliments, la nourriture) sont suffisantes; alors, si la technique de production reste fixe (et c'était bien là la situation millénaire), les hommes doivent, pour *subsister,* cultiver des terres de moins en moins fertiles. La productivité du travail se réduit ainsi et devient juste suffisante pour produire les deux mille calories nécessaires chaque jour à l'entretien minimum du corps. Alors, un épisode atmosphérique déclenche la famine, c'est-à-dire les morts par inanition, à quoi s'ajoutent évidemment les violences et les épidémies; ainsi disparaissent 5, 10, 15 % et jusqu'à 20 et 30 % de la population. Lorsque le nombre des hommes est beaucoup réduit, la nation peut retrouver, pour cinquante ou soixante-quinze ans une période d'abondance (relative!), mais la population s'accroît et le cycle recommence.